



**BAROMÈTRE D'OPINION
DE LA DREES**

**SUR LA SANTÉ, LA PROTECTION SOCIALE ET LES
INÉGALITÉS**

Principaux enseignements de l'enquête 2018

Février 2019

Contacts BVA :

Anne-Laure Gallay, directrice des études institutionnelles
Alessia Pallavicini, chef de groupe
Lolita Salvan, chargée d'études

DREES

10-18, place des 5 martyrs du lycée Buffon
75696 Paris Cedex 14

Le Baromètre d'opinion de la DREES est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion) ainsi que sur les inégalités sociales.

L'enquête est réalisée à la demande de la DREES par l'Institut BVA depuis 2004. Elle existe depuis 2000. En 2014, un module portant sur la cohésion sociale a été introduit, exploité en collaboration avec la DGCS. Ce module est le prolongement du Baromètre de la Cohésion sociale, qui était collecté et analysé par le Credoc depuis 2011.

Un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus habitant en France métropolitaine a été interrogé en face-à-face, du 15 octobre au 1^{er} décembre 2018.

Cet échantillon est constitué de 3 037 personnes en 2018 (nommées « Français » dans ce document), ce qui représente une taille importante pour ce type d'enquête. Il a été construit selon la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession de la personne de référence du ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

SOMMAIRE

Les chiffres clés de 2018	4
Introduction	5
I – Les inégalités entre les hommes et les femmes perçues par les Français	6
II – Les Français et leur connaissance des prestations	9
III – Les Français, la pauvreté et exclusion	10
VI – Les Français et la retraite	12
V – Les Français et la famille	13
VI – Les Français et la protection sociale	15
VII – Les Français et la cohésion sociale	18

Les chiffres clés

- * **65 %** des Français ont le sentiment que les inégalités entre les hommes et les femmes sont aujourd'hui « importantes »..... *Voir p.6*
- * **61 %** des Français déclarent qu'il faut augmenter le RSA.... *Voir p.9*
- * **88 %** des Français affirment que « la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter en France à l'avenir »..... *Voir p.10*
- * **17 %** des Français se considèrent comme déjà pauvres..... *Voir p.10*
- * **47 %** des Français estiment que « les familles nombreuses élevant trois enfants ou plus » ont un risque de pauvreté plus important que la moyenne..... *Voir p.11*
- * **48 %** des Français considèrent qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable au moment du départ à la retraite..... *Voir p.12*
- * **48 %** des Français souhaiteraient ou auraient souhaité recevoir de l'aide sur l'éveil et le développement du jeune enfant..... *Voir p.13*
- * **65 %** des Français se disent favorables à ce que les couples homosexuels puissent adopter un enfant..... *Voir p.13*
- * **62 %** des Français jugent que le système de sécurité sociale « fournit un niveau de protection suffisant »..... *Voir p.16*
- * **50 %** des Français estiment que « la diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays »..... *Voir p.19*

Introduction

L'étude menée par BVA pour la DREES interroge les préoccupations des Français, leurs évolutions, leurs jugements sur l'action de l'État et des pouvoirs publics, mais aussi leurs attentes pour l'avenir sur plusieurs grandes thématiques sociales et sociétales comme les inégalités, la pauvreté et l'exclusion, la santé, les retraites, la dépendance, le handicap, la protection sociale et la cohésion sociale.

Le sujet des relations entre les hommes et les femmes est resté au cœur des débats publics durant l'année 2018, et les résultats de cette vague révèlent la persistance de certains stéréotypes sexués dans l'opinion.

Cette année, le thème de la famille a été approfondi. Les Français sont de plus en plus favorables à l'adoption par les couples homosexuels, à la procréation médicalement assistée et à la gestation pour autrui.

Enfin, la relation entre les Français et les pouvoirs publics apparaît particulièrement tendue à la fin de l'année 2018. Cela se remarque par des évolutions significatives dans les opinions sur la pauvreté et l'exclusion, la protection sociale, les retraites et la cohésion sociale.

Cette étude a été réalisée en face à face du 15 octobre au 1er décembre 2018 auprès d'un échantillon de 3 037 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans ou plus habitant en France métropolitaine.

Cette note de bilan présente la synthèse de quelques principaux enseignements de cette étude d'envergure. Les résultats qui suivent peuvent être présentés en niveau comme en évolution ainsi qu'en population générale ou en se concentrant sur des populations spécifiques.

I – Les inégalités entre les hommes et les femmes perçues par les Français

- 58 % des Français se disent préoccupés par « les inégalités entre les hommes et les femmes » (-9 points depuis 2017)

Lorsque l'on demande aux Français d'exprimer leur niveau de préoccupation sur différents sujets d'opinion, 58 % se disent préoccupés par « **les inégalités entre les hommes et les femmes** » dont 23 % « beaucoup ». Un résultat en baisse de neuf points en comparaison à 2017 et à un niveau équivalent à 2014.

- Un split* a été réalisé sur cette question afin d'évaluer l'impact sur les réponses d'un passage de certains items en module années impaires. Lorsque les items « Les risques alimentaires », « Le sida », « Le cancer » et « Les risques d'épidémie » ne sont pas posés, la proportion de personnes préoccupées par les inégalités entre les femmes et les hommes est alors supérieure de 5 points (63 %).

***SPLIT** : pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux libellés ont été testés :

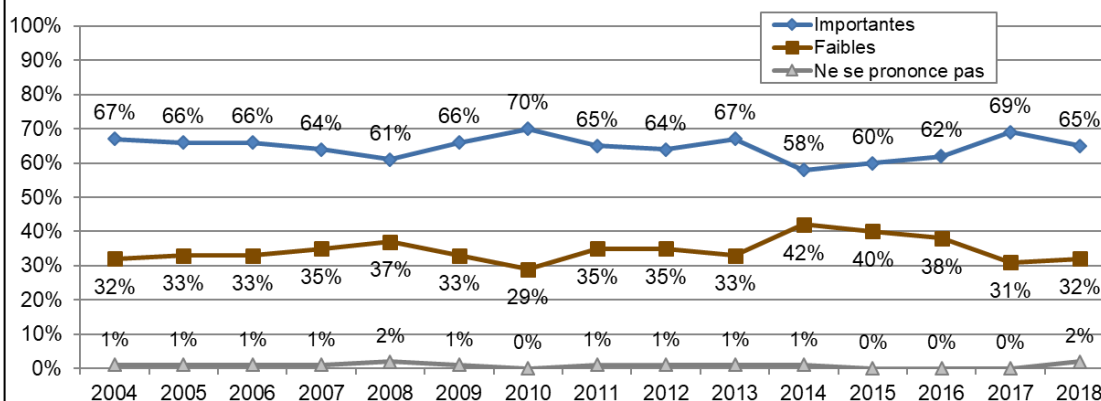
1. Et pour les sujets suivants, dites-moi s'il VOUS préoccupe VOUS PERSONNELLEMENT beaucoup, assez, peu ou pas du tout ? (Les problèmes liés à l'environnement / **Les risques alimentaires** / **Le Sida** / L'avenir du système de retraite / **Le cancer** / **Les risques d'épidémie** / Les inégalités entre les femmes et les hommes)

2. Et pour les sujets suivants, dites-moi s'il VOUS préoccupe VOUS PERSONNELLEMENT beaucoup, assez, peu ou pas du tout ? (Les problèmes liés à l'environnement / L'avenir du système de retraite / Les inégalités entre les femmes et les hommes)

Malgré la baisse de la préoccupation des Français au sujet des inégalités entre les sexes, une part non négligeable d'entre eux ont toujours le sentiment que **les inégalités entre les hommes et les femmes en France sont aujourd'hui « importantes »** (65 %, dont 11 % « très importantes » contre 32 % « faibles »). Ce sentiment demeure largement majoritaire en dépit d'une baisse de quatre points depuis 2017, baisse qui vient rompre la tendance à la hausse observée depuis 2014.

Graphique : Les Français sont moins nombreux qu'en 2017 à considérer les inégalités entre les femmes et les hommes importantes

Opinion sur le niveau d'importance des inégalités entre les hommes et les femmes



Note : Réponse à la question « Avez-vous le sentiment que les inégalités entre les hommes et les femmes en France sont aujourd'hui... »

Lecture : En 2018, 65 % des Français estiment que les inégalités entre les hommes et les femmes sont importantes

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : Baromètre d'opinion DREES 2004-2018

- 58 % des Français estiment que les mères savent mieux répondre aux besoins et attentes des enfants que les pères (+5 points depuis 2017)

Une majorité de Français considèrent que « **les mères savent mieux répondre aux besoins et attentes des enfants que les pères** » (58 % contre 41 % en désaccord). Il s'agit du plus haut niveau d'adhésion mesuré sur cet indicateur depuis 2014 (+5 points depuis 2017).

Dans le même temps, l'opinion évoquant que « **les femmes font de meilleures infirmières que les hommes** » atteint également son plus haut niveau depuis 2014 : 41 % des Français sont d'accord avec cette idée, un résultat supérieur de cinq points comparé à 2017 et en progression de six points depuis 2014.

Si l'adhésion est moins nette à propos de l'idée selon laquelle « **dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants** » (25 % « d'accord »), elle augmente également de sept points depuis 2017 dans l'opinion des Français et revient à un niveau comparable à 2013.

Enfin, la considération selon laquelle « **les hommes sont de meilleurs managers d'équipe au sein d'une entreprise que les femmes** » posée pour la première fois en 2017 enregistre également un niveau d'adhésion supérieur de cinq points comparé à l'an dernier.

- *44 % des Français considèrent que les femmes doivent pouvoir bénéficier d'aménagement du temps de travail plus que les hommes (+9 points depuis 2017)*

Interrogés sur leur vision de la répartition des tâches ménagères dans les jeunes couples aujourd'hui, une majorité de Français considèrent que « **les hommes en font autant que les femmes** » (51 %) soit une baisse de cinq points depuis la précédente mesure en 2016. A l'inverse, **la part des Français qui jugent que les hommes en font moins que les femmes est en hausse de cinq points** (45 %, contre 3 % qui disent que « les hommes en font plus que les femmes »).

- Les femmes sont plus nombreuses à juger que les hommes en font moins (51 %), tandis que les hommes sont plus nombreux à considérer qu'ils en font autant que les femmes (56 %).

Enfin, concernant la garde des enfants, si une majorité de Français demeurent favorables à ce que « **les hommes doivent bénéficier d'aménagement du temps de travail au même titre que les femmes** » (54 %), cette proportion baisse de 11 points par rapport à 2016. A l'inverse, la considération selon laquelle « **les femmes doivent pouvoir bénéficier d'aménagement du temps de travail plus que les hommes** » repart à la hausse dans l'opinion des Français (44 %, +9 points en comparaison à 2016) après une tendance à la baisse observée depuis 2010.

Les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent préoccupantes et continuent d'occuper une place importante dans l'opinion des Français. Malgré des baisses constatées sur certains indicateurs, quelques stéréotypes genrés persistent voire augmentent. Les résultats de l'an prochain permettront de voir si ces augmentations correspondent ou non à des retournements de tendance.

II – Les Français et leur connaissance des prestations sociales

- 61 % des Français considèrent qu'il faut augmenter le RSA

De nombreuses prestations et aides sociales sont moins connues des Français qu'elles ne l'étaient en 2016 :

- **L'allocation pour les adultes handicapés ou AAH** : 73 % en ont entendu parler, c'est six points de moins qu'en 2016. 7 % ne savent pas qui peut en bénéficier et 66 % savent qui peut en bénéficier ;
- **Le minimum vieillesse ou allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)** : 61 % en ont entendu parler (7 % ne savent pas qui peut en bénéficier et 54 % savent qui peut en bénéficier) avec une tendance à la baisse qui se confirme (-9 points comparé à 2016 et -13 points depuis 2014) ;
- **L'allocation personnalisée d'autonomie ou APA** : 42 % en ont entendu parler (5 % ne savent pas qui peut en bénéficier et 37 % savent qui peut en bénéficier), proportion en baisse de neuf points depuis 2016.

A l'inverse, cette année un tiers des Français affirment connaître **l'aide médicale d'État ou AME** (5 % ne savent pas qui peut en bénéficier et 27 % savent qui peut en bénéficier) c'est quatre points de plus qu'il y a deux ans.

En ce qui concerne plus particulièrement le RSA, lorsqu'il est indiqué aux Français que son montant s'élève à 550 € par mois pour une personne seule qui ne travaille pas, **61 % considèrent qu'il faut l'augmenter** (contre 14 % le diminuer et 20 % le laisser à ce niveau).

En revanche, parmi ceux qui souhaitent revoir son montant à la hausse, **seuls 20 % se disent dans ce cas prêts à accepter une hausse de leurs impôts** (impôts sur le revenu, TVA...) ou de leurs cotisations pour financer cette augmentation. C'est **21 points de moins qu'en 2017 et le plus bas niveau jamais mesuré depuis 2014**.

Enfin, quand il est précisé aux Français qu'aujourd'hui le SMIC net est d'environ 1150 € par mois (avant sa revalorisation en janvier 2019), plus de neuf sur dix estiment qu'il faut l'augmenter (92 %). C'est quatre points de plus qu'en 2017 avec la confirmation d'une tendance à la hausse observée depuis 2015 et qui atteint cette année son plus haut niveau depuis 2014.

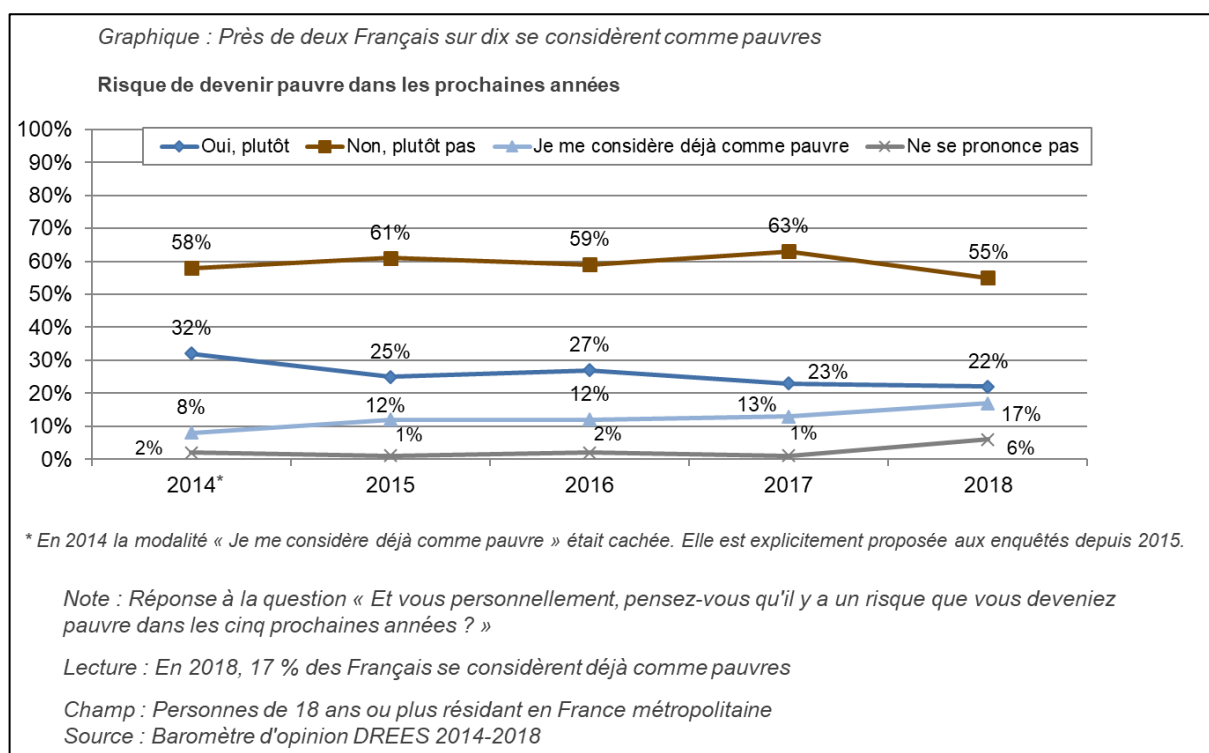
Ces attentes pour augmenter les minima sociaux font écho aux revendications du mouvement des « gilets jaunes » de la fin de l'année 2018.

III – Les Français, la pauvreté et l'exclusion

- 17 % des Français se considèrent comme déjà pauvres (+4 points depuis 2017)

Selon près de neuf Français sur dix, **la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter en France à l'avenir** (88 %, contre 7 % « vont plutôt diminuer » et 3 % « resteront stables »). Ce diagnostic pessimiste progresse de quatre points comparé à 2017, mais retrouve son niveau de 2016.

Interrogés sur leur propre situation, si moins d'un quart des Français estiment qu'il y a un risque qu'ils deviennent pauvres dans les cinq prochaines années (22 %), **17 % se considèrent déjà comme pauvres** (contre 55 % qui écartent cette éventualité). C'est quatre points de plus qu'en 2017.



- Ce sentiment est plus partagé et en progression depuis 2017 parmi certaines catégories de population : les revenus inférieurs à 1 000 € (54 %, +12 points par rapport à 2017), les non diplômés (32 %, +14 points), les ouvriers (27 %, +8 points) ou encore les locataires (27 %, +7 points).

D'autre part, quelques évolutions sont à souligner lorsque les Français sont amenés à évaluer ce risque de pauvreté concernant différentes catégories de population :

- Près d'un Français sur deux estime que « **les familles nombreuses** » **élevant trois enfants ou plus ont plus de chances de devenir pauvres que la moyenne des Français** (47 % contre 42 % « autant » et 9 % « moins »). Cette proportion est en hausse de six points en comparaison à 2016 et revient à son niveau de 2014 ;
- L'analyse aboutit à un résultat comparable pour « **les familles avec un ou deux enfants** », dont le risque de pauvreté est également estimé plus important qu'en moyenne selon un quart des Français (25 % « plus », 67 % « autant » et 8 % moins) et en progression de sept points depuis 2016.

Parmi les différentes raisons qui peuvent expliquer que des personnes se retrouvent en situation d'exclusion ou de pauvreté, **les Français mettent moins en cause qu'il y a deux ans le fait qu'« il n'y a plus assez de travail pour tout le monde »** : 59 % « d'accord » (-8 points comparé à 2016) et 40 % « pas d'accord » (+7 points).

En revanche, une majorité de Français continuent d'affirmer, au même titre qu'en 2016, l'hypothèse selon laquelle ces personnes sont en situation d'exclusion et de pauvreté parce qu'« **elles manquent de qualifications, de diplômes pour trouver ou retrouver un emploi** » (70 % « d'accord », 29 % « pas d'accord »).

Le sentiment de pauvreté s'accroît par rapport aux années précédentes lorsque les Français se projettent dans l'avenir, ce qui fait écho aux revendications actuelles sur l'augmentation des prestations sociales et du pouvoir d'achat.

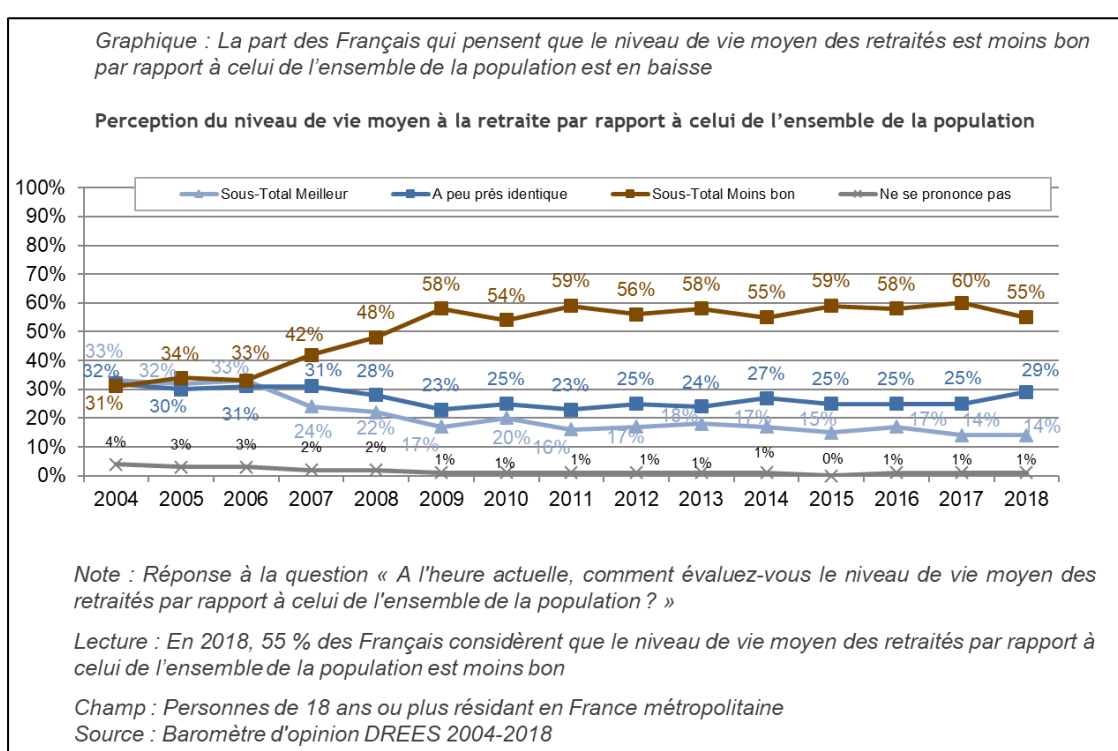
IV – Les Français et la retraite

- 48 % des Français considèrent qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable au moment du départ à la retraite (+10 points depuis 2017)

Le niveau de vie moyen à la retraite est jugé « **moins bon** » que celui de l'ensemble de la population selon 55 % des Français, un résultat en baisse de cinq points en comparaison à 2017 et qui retrouve un niveau similaire à 2014.

Les salariés du secteur public (61 %) et les femmes (58 %) sont néanmoins particulièrement convaincus que les retraités ont un niveau de vie moins bon.

À l'inverse, si la proportion de Français qui jugent ce niveau de vie comme étant « meilleur » reste identique à l'an passé (14 %), ils sont désormais plus nombreux à le considérer comme « à peu près identique » (29 %, +4 points).



Près d'un Français sur deux considère qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable au moment du départ à la retraite (48 %) : c'est dix points de plus qu'en 2017 et le plus haut niveau jamais mesuré sur cet indicateur depuis 2009.

L'écart continue de se creuser avec la proportion de Français qui à l'inverse jugent acceptable une diminution de leur revenu au moment du passage à la retraite. Dans le détail, 24 % des Français accepteraient une baisse de 10 % de leur revenu, 18 % une baisse de 20 %, 5 % une baisse de 30 % et seulement 1 % une baisse de 40 % ou plus, des résultats en baisse depuis 2017.

En plein débat sur la future réforme des retraites, les conditions de vie des retraités sont de plus en plus perçues par les Français comme se rapprochant de celles du reste de la population. La baisse du revenu au moment du passage à la retraite est de moins en moins acceptée.

V – Les Français et la famille

- *26 % des Français jugent que les durées du congé maternité sont trop courtes (-7 points depuis 2017)*

Après un rappel des durées du congé maternité qui est de 16 semaines (4 mois) au premier et deuxième enfant et de 26 semaines (6 mois) à partir du troisième enfant, **moins de trois Français sur dix considèrent cette année que ces durées sont « trop courtes »** (26 %), soit sept points de moins qu'en 2016. À l'inverse, plus des deux tiers jugent ces périodes « suffisantes » (67 %, +7 points) et 4 % « trop longues », des niveaux équivalents à 2014.

Par ailleurs, les Français sont plus nombreux que les années précédentes à souhaiter ou avoir souhaité recevoir de l'aide dans l'accompagnement de leur rôle de parents sur différents sujets¹ :

- « **Sur l'éveil et le développement du jeune enfant** » : 48 %, +5 points depuis 2016 ;
- « **Dans vos relations avec l'école** » : 42 %, c'est quatre points de plus qu'en 2016 et huit points de plus comparé à la première mesure en 2014.

Dans tous les cas, lorsque cette aide est perçue favorablement par les parents, **c'est toujours l'entretien individuel avec des professionnels qui est privilégié** au groupe de parole permettant aux parents d'échanger entre eux ou à la mise à disposition d'informations (site internet, brochure).

- *65 % des Français se disent favorables à ce que les couples de femmes puissent recourir à la procréation médicalement assistée pour avoir un enfant (+4 points depuis 2017)*

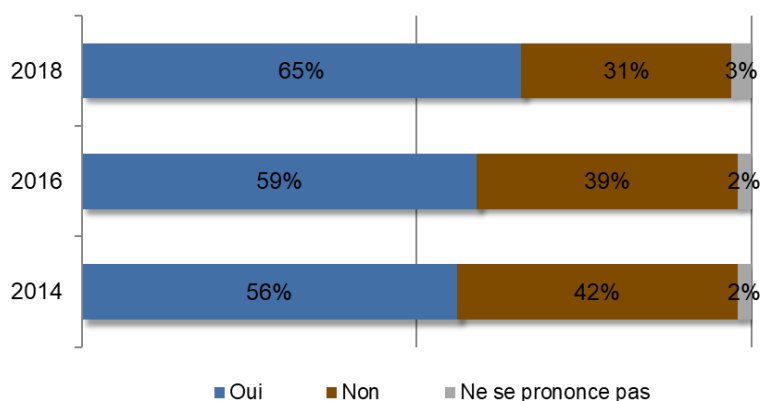
Les deux tiers des Français sont favorables à ce que **les couples homosexuels puissent adopter un enfant** (65 %) : un niveau supérieur de six points depuis 2016, en hausse de neuf points par rapport à 2014, date d'introduction de cette question.

- Les femmes (73 %), les moins de 35 ans (76 %), les professions libérales et les cadres supérieurs (74 %) sont encore plus nombreux à y être favorables.

¹ Il faut cependant souligner que les réponses à cette série de questions ont un profil relativement erratique depuis leur introduction en 2014 et que ces différentes évolutions restent difficiles à interpréter.

Graphique : En 2018, les deux tiers des Français se disent favorables à l'adoption par les couples homosexuels

Opinion à l'égard de l'adoption par les couples homosexuels



Note : Réponse à la question « Êtes-vous favorables à ce que les couples homosexuels puissent adopter un enfant ? »

Lecture : En 2018, 66% des Français se disent favorables à l'adoption d'un enfant par les couples homosexuels

Champ : Personnes de 18 ans ou plus en France métropolitaine

Source : Baromètre d'opinion DREES 2014-2018

En parallèle, les Français sont tout aussi favorables à ce que **les couples de femmes puissent recourir à la procréation médicalement assistée pour avoir un enfant** (65 %). Ce résultat progresse constamment depuis l'introduction de cette question dans le Baromètre (+4 points depuis 2016 et +10 points depuis 2014).

Cette hausse d'adhésion concerne également la GPA. Cette année, plus d'un Français sur deux approuve le fait que « **les couples hétérosexuels et/ou homosexuels puissent recourir à la gestation pour autrui pour avoir un enfant, c'est-à-dire faire appel à une mère porteuse** » (56 %), une adhésion en hausse de six points depuis 2016 et de 13 points depuis 2014.

Parmi les Français qui y sont favorables, plus de quatre sur dix le sont pour « les couples hétérosexuels et les couples homosexuels » (43 %, +6 points).

Les opinions favorables à l'adoption par les couples homosexuels, la gestation pour autrui et la procréation médicalement assistée continuent de gagner du terrain.

VI – Les Français et la protection sociale

- 21 % des Français souhaitent que les retraites profitent uniquement à ceux qui cotisent (-7 points depuis 2017)

Les Français se montrent encore plus attachés que l'an passé au principe d'universalité du système de protection sociale concernant **les allocations familiales** et **les allocations chômage**, ainsi qu'à l'idée qu'elles devraient offrir un niveau minimal de protection à tous tout en assurant des prestations supérieures à ceux qui cotisent :

- 45 % considèrent que les **allocations familiales** devraient bénéficier « à tous sans distinction de catégories sociales et de statuts professionnels (chômeurs, salariés du secteur privé, fonctionnaires, agriculteurs, commerçants, etc.) » (+6 points depuis 2017), et 20 % que ces allocations devraient bénéficier « davantage à ceux qui cotisent, avec un niveau minimal de protection pour les autres » (+6 points).
- Pour les **allocations chômage**, 43 % estiment qu'elles devraient bénéficier à tous (+6 points comparé à 2017) et 21 % « davantage à ceux qui cotisent » (+6 points).

Concernant **les retraites**, si environ un Français sur deux demeure favorable à ce qu'elles bénéficient à tous (49 %), désormais moins d'un quart souhaitent qu'elles profitent uniquement à ceux qui cotisent (21 %, -7 points depuis 2017).

Le niveau de cotisations des entreprises pour la protection sociale souhaité par les Français évolue fortement.

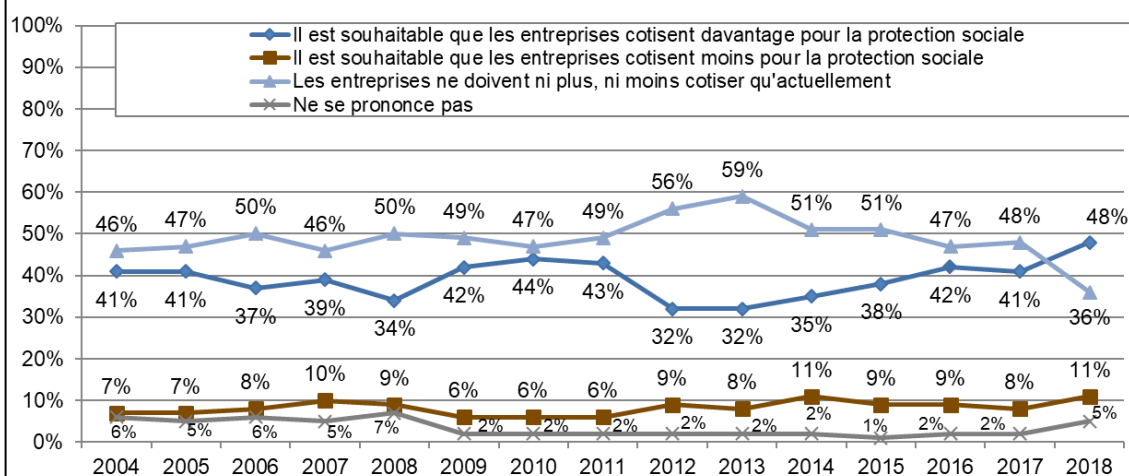
Cette année, **près d'un Français sur deux adhère à l'idée selon laquelle « il est souhaitable que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale »** (48 %, +7 points depuis 2017), soit le plus haut niveau jamais mesuré sur cet indicateur depuis 2000.

Désormais 36 % (-12 points depuis 2017) des Français affirment que « les entreprises ne doivent ni plus, ni moins cotiser qu'actuellement » (11 % souhaiteraient que les entreprises cotisent moins pour la protection sociale).

- Parmi les Français qui souhaitent que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale, les ouvriers (55 %) et les moins de 30 ans (51 %) sont plus nombreux que la moyenne.

Graphique : Près d'un Français sur deux se disent favorables à ce que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale

Perception sur le niveau de cotisations des entreprises pour la protection sociale



Note : Réponse à la question « Actuellement, les entreprises cotisent pour la protection sociale. Avec laquelle des trois propositions suivantes, êtes-vous le plus d'accord ? A l'avenir... »

Lecture : En 2018, 48 % des Français considèrent qu'il est souhaitable que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale

Champ : Personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : Baromètre d'opinion DREES 2004-2018

Globalement, moins d'un quart des Français accepteraient « une baisse de prestations en échange d'une baisse de leurs impôts ou de leurs cotisations », et ils sont nettement moins nombreux qu'en 2017 à y consentir pour :

- **Les retraites** : 11 % accepteraient une diminution des retraites (contre 85 % dont 60 % « pas du tout »), sept points de moins qu'en 2017 ;
- **Les aides aux personnes dépendantes** : 13 % accepteraient une diminution (contre 79 % dont 53 % « pas du tout »), six points de moins depuis 2017 ;
- **Les allocations logement** : 21 % accepteraient une diminution (contre 71 % dont 46 % « pas du tout »), six points de moins qu'en 2017 ;
- **Les allocations familiales** : 23 % accepteraient une diminution (contre 67 % dont 43 % « pas du tout »), quatre points de moins qu'en 2017.
- 70 % des Français estiment que le système de sécurité sociale peut servir de modèle à d'autres pays (-13 points par rapport à 2017)

Moins des deux tiers des Français jugent que le système de sécurité sociale « fournit un niveau de protection suffisant » (62 %), c'est dix points de moins qu'en 2017 et le plus bas niveau mesuré depuis 2014.

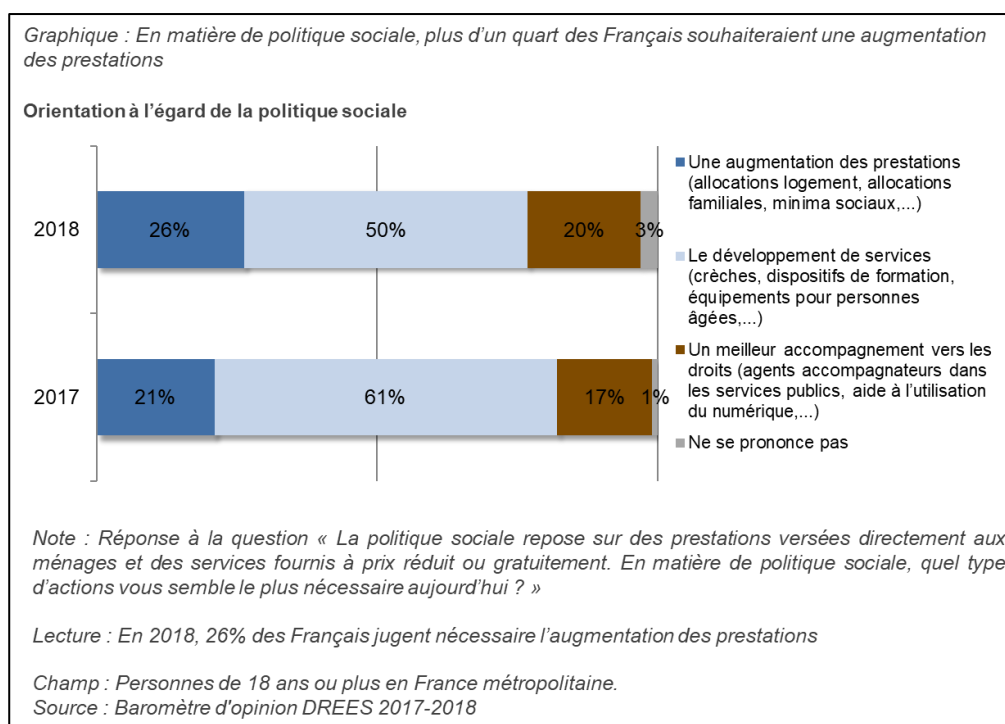
Le déclin du soutien à l'idée que le système de sécurité sociale « peut servir de modèle à d'autres pays » est encore plus prononcé (70 %, -13 points depuis 2017 et à son plus bas niveau depuis 2014).

Enfin, plus d'un Français sur deux considère que le système de sécurité sociale français coûte trop cher à la société (54 %). C'est trois points de moins qu'en 2017 mais dix points de moins par rapport à 2016.

Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale s'il devenait trop important, **davantage de Français se disent plutôt opposés à l'augmentation des cotisations** (86 %, +10 points depuis 2017) et au fait de **limiter le remboursement de la Sécurité sociale pour certaines prestations** (66 %, +8 points depuis 2017). Il s'agit, là encore, des niveaux maximaux enregistrés sur ces indicateurs depuis leur introduction en 2005.

Lorsqu'il est rappelé aux Français que la politique sociale repose sur des prestations versées directement aux ménages et des services fournis à prix réduit ou gratuitement, 50 % estiment que **le type d'actions qui leur semble le plus nécessaire est « le développement de services (crèches, dispositifs de formation, équipements pour personnes âgées...) »**. C'est 11 points de moins qu'en 2017.

Cette baisse bénéficie pour partie au souhait d'« **une augmentation des prestations (allocations logement, allocations familiales, minima sociaux...)** » privilégiée par 26 % des Français (+5 points depuis 2017), et dans une moindre mesure à un « un meilleur accompagnement vers les droits (agents accompagnateurs dans les services publics, aide à l'utilisation du numérique...) » (20 %).



Le sujet de la protection sociale a été largement abordé dans le cadre du mouvement des « gilets jaunes » à la fin de l'année 2018 et lors du Grand débat national lancé au début de l'année 2019. Les Français ont des attentes de plus en plus fortes dans ce domaine, notamment sur le principe d'universalité du système de protection sociale.

VII – Les Français et la cohésion sociale

- 50 % des Français estiment que la solidarité entre les générations en France a diminué

À la question « Selon vous, comment la solidarité entre les générations a-t-elle évolué au cours des dix dernières années ? » (posée pour la première fois en 2018), **50 % des Français considèrent qu'elle a diminué** contre 16 % qu'« elle a augmenté » et 31 % qu'« elle n'a ni augmenté ni diminué ».

- Les habitants des communes rurales sont encore plus souvent de cet avis (55 %) que l'ensemble de la population.

L'opinion selon laquelle « **la diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays** » s'érode : partagée par 50 % des Français, elle baisse de neuf points depuis 2017 après une tendance plutôt à la hausse depuis 2016.

- Ce sentiment recule également chez certaines catégories sociales, même s'il y reste plus présent que dans le reste de la population : les habitants de l'agglomération parisienne (63 %, -12 points), les moins de 35 ans (59 %, -9 points) et les actifs (53 %, -9 points).

Désormais, 46 % jugent que « la diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en commun dans notre pays » (+6 points depuis 2017), après une légère baisse entre 2015 et 2017.

En parallèle, si plus d'un tiers des Français estiment toujours que c'est « **entre les différentes confessions religieuses** » que les tensions seront les plus fortes à l'avenir, ils sont moins nombreux qu'en 2017 (39 %, -6 points). En deuxième position, près d'un quart considèrent que c'est plutôt « **entre les personnes d'origines différentes** » qu'elles seront plus fortes (23 %, +6 points).

Enfin, **environ quatre Français sur dix (38 %) souhaiteraient que dans le cadre d'une répartition des migrants qui arrivent aux frontières de l'UE, la France en accueille à peu près un nombre proportionnel à sa population.**

Si 29 % préféreraient plutôt que la France en accueille « moins » que ce nombre (-5 points par rapport à 2017), 19 % souhaiteraient à l'inverse qu'elle n'accueille « aucun migrant », soit un résultat en hausse de cinq points depuis 2017.

Le sentiment de cohésion sociale affiche donc un certain recul parmi les Français, en particulier concernant les différentes religions et origines.